

Que deviennent les nouveaux pays industriels ?

Au cours des années soixante-dix, l'émergence des nouveaux pays industriels (NPI) sur la scène économique internationale a constitué un fait marquant auquel de nombreuses études ont été consacrées ⁽¹⁾. Ayant atteint, durant cette période, un niveau intermédiaire de revenu par tête, ces NPI se caractérisaient par une part croissante dans la production et les exportations mondiales de produits manufacturés. Selon la conception la plus restreinte ⁽²⁾, le « noyau dur » des NPI comportait aussi bien des pays européens (Espagne, Portugal, Grèce, Yougoslavie) que des pays latino-américains (Brésil, Mexique) ou asiatiques (Corée du Sud, Taïwan, Hong-Kong, Singapour) et il semblait constituer un ensemble relativement homogène d'économies semi-industrialisées. Les évolutions enregistrées depuis le début des années quatre-vingts manifestent au contraire des clivages très nets, dont l'origine doit être recherchée dans la disparité des transformations structurelles connues auparavant par ces pays ⁽³⁾.

1
Les clivages apparus
dans les années
quatre-vingts...

Après avoir été les principaux bénéficiaires du recyclage des capitaux au cours des années soixante-dix, les pays semi-industrialisés sont aujourd'hui très endettés et subissent de fortes contraintes financières. L'infléchissement de la croissance n'est pas, pour autant, uniforme entre les différents pays de l'échantillon étudié ici (tableau 1).

TABLEAU 1
Croissance du
produit intérieur brut

(Taux de croissance annuels %)	Moyenne 67-73	Moyenne 74-79	80	81	82	83
Espagne	6,4	2,7	1,2	- 0,6	1,1	2,3 (a)
Portugal	7,6	2,8	5,5	1,4	3,3	- 0,5 (a)
Grèce	7,6	3,7	1,7	- 0,9	0,7	0,3 (a)
Mexique	6,5	4,9	7,3	8,0	- 0,2	- 4,7 (b)
Brésil	10,4	6,9	8,0	- 3,2	- 1,2	- 3,9 (c)
Corée	10,1	9,8	- 3,4	7,9	5,3	9,2 (d)

Sources : CEPII, Base CHELEM-PIB sauf :

- (a) Perspectives économiques de l'OCDE
- (b) Morgan Guaranty Trust, « World Financial Markets »
- (c) Ambassade de France au Brésil
- (d) CISI-WHARTON

Ainsi, la Corée retrouve en 82, et surtout en 83, des taux de croissance élevés, assez proches des rythmes atteints pendant les années soixante-dix et qui ne sont pas incompatibles avec le rétablissement de l'équilibre de sa balance des paiements. Le Brésil et le Mexique, par contre, sont obligés de subir une baisse marquée du PIB pour faire face à leurs engagements extérieurs. Si les pays semi-industrialisés d'Europe méridionale ne présentent pas une cassure aussi nette de la croissance, c'est parce que leur dynamisme s'était déjà quelque peu essoufflé dès 1974.

(1) Voir notamment le n° 10 de la revue du CEPII *Economie Prospective Internationale* « Corée, Mexique, deux expériences de développement face à la crise » (2° trimestre 1982).
 (2) Définition donnée par l'OCDE en 1979, et reprise par Pierre Judet en 1981.
 (3) On se limitera ici à un échantillon de 6 pays (Espagne, Portugal, Grèce, Brésil, Mexique, Corée) à partir d'éléments rassemblés par Manuel Guilherme Costa en vue d'une thèse à soutenir à l'université de Paris I au dernier trimestre 1984.

Pour apprécier la position extérieure des différents NPI (tableau 2), il convient de distinguer le solde économique (qui traduit leur situation présente) et le paiement des intérêts (qui reflète l'endettement accumulé sur le passé). En 1982 et 1983, la contrainte financière oblige tous ces pays à redresser leur solde économique (à l'exception de la Grèce). En revanche, la charge d'intérêts varie fortement selon les zones : limitée dans les pays d'Europe méridionale, restant encore maîtrisée en Corée, elle atteint des montants exorbitants au Mexique comme au Brésil.

TABLEAU 2
Solde économique*
et paiement d'intérêts

(En milliards de dollars de 1982)		Moyenne 67-73	Moyenne 74-79	80	81	82	83
Espagne	Solde économique	+ 1,1	- 1,6	- 2,5	- 1,1	- 0,5	1,3
	Intérêts	- 0,3	- 0,7	- 1,5	- 2,3	- 2,4	- 2,2
Portugal**	Solde économique	+ 0,4	- 0,8	- 0,3	- 1,4	- 1,9	- 0,1
	Intérêts	+ 0,1	- 0,2	- 0,6	- 0,9	- 1,2	- 1,5
Grèce	Solde économique	- 0,8	- 1,0	- 1,3	- 1,3	- 0,8	- 1,2
	Intérêts	- 0,1	- 0,2	- 0,2	- 0,6	- 0,6	- 0,8
Mexique	Solde économique	- 0,9	- 1,5	- 1,5	- 4,4	+ 7,7	+ 15,8
	Intérêts	- 0,6	- 2,2	- 4,4	- 6,9	- 9,6	- 9,9
Brésil	Solde économique	- 0,7	- 5,1	- 4,8	- 0,3	- 2,4	+ 4,2
	Intérêts	- 0,7	- 2,8	- 6,2	- 9,1	- 11,4	- 10,0
Corée	Solde économique	- 1,0	- 1,3	- 3,2	- 1,7	+ 0,4	+ 1,1
	Intérêts	- 0,1	- 0,7	- 2,0	- 2,9	- 3,1	- 2,8

Source : CEPII, Base CHELEM - Balances des Paiements.

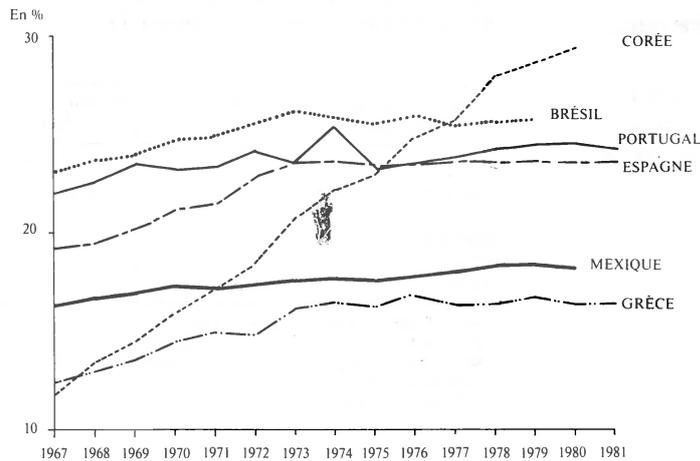
* Le solde économique est égal au solde courant hors paiement d'intérêts, auquel s'ajoute le solde des investissements directs. Voir *La Lettre du CEPII* n° 35.

** Estimation pour 1983.

2 ... résultent des processus antérieurs d'industrialisation...

L'éclatement du « noyau dur » de la semi-industrialisation peut surprendre, parce qu'on avait souvent eu tendance à attribuer une grande partie du dynamisme des NPI aux flux de capitaux qu'ils avaient réussi à attirer chez eux (sous la forme d'investissements directs ou de prêts), en ne prêtant pas assez attention à leurs performances internes. Pourtant, un indicateur tel que le degré d'industrialisation aurait pu déjà faire pressentir le changement des positions relatives de ces pays sur la scène économique internationale (graphique A).

GRAPHIQUE A
Degrés d'industrialisation
aux prix internationaux
de 1975 (en pourcentage)



Source : Calculs M. Costa à partir de données du projet de comparaisons internationales (Kravis) et de l'Office statistique des communautés européennes, ainsi que des comptabilités nationales.

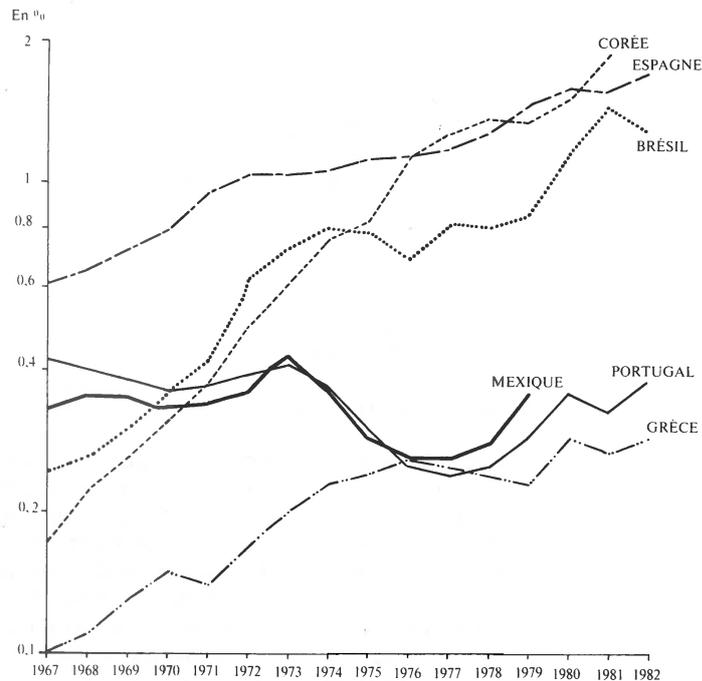
Pour chacun des pays, le degré d'industrialisation est mesuré par la part de la valeur ajoutée manufacturière dans le Produit intérieur brut, en calculant ces variables aux prix internationaux de 1975 afin de les rendre comparables dans l'espace comme dans le temps⁽⁴⁾. On peut ainsi observer la percée spectaculaire

(4) Aux prix nationaux, les résultats sont très différents, mais ils ne peuvent pas être comparés entre les pays. Différents travaux ont déjà été réalisés au CEPII selon la méthode des parités de pouvoir d'achat, en partant des données de l'équipe Kravis ; Voir notamment les publications de Ph. Guinchard dans *La Lettre du CEPII* n° 29 (mars 1983), dans *Economie Prospective Internationale* n° 13-14 (1^{er} semestre 1983) et dans *Economie et Statistique* n° 162 (janvier 1984).

laire de la Corée qui, en fin de période, se rapproche de la barre des 30 % au-dessus de laquelle ne figurent que les pays industriels les plus avancés. En revanche, à partir du milieu des années soixante-dix, on remarque un essoufflement du mouvement d'industrialisation au Brésil et en Espagne, que l'on retrouve également en Grèce à un niveau plus bas. Enfin, les progrès du Portugal et du Mexique sont encore plus réduits.

Si l'on admet le rôle décisif de l'industrie manufacturière dans la croissance — et par les gains de productivité directs et indirects qu'elle entraîne, et par son rôle dans l'équilibrage des échanges extérieurs — on est amené à mieux comprendre la capacité d'adaptation de la Corée à la nouvelle donne de l'économie mondiale.

GRAPHIQUE B
Parts dans les exportations
mondiales de produits
manufacturés (en pourcentage)



Source : CEPII, Base CHELEM-Commerce international.

3 ...où le taux de change a joué un rôle crucial

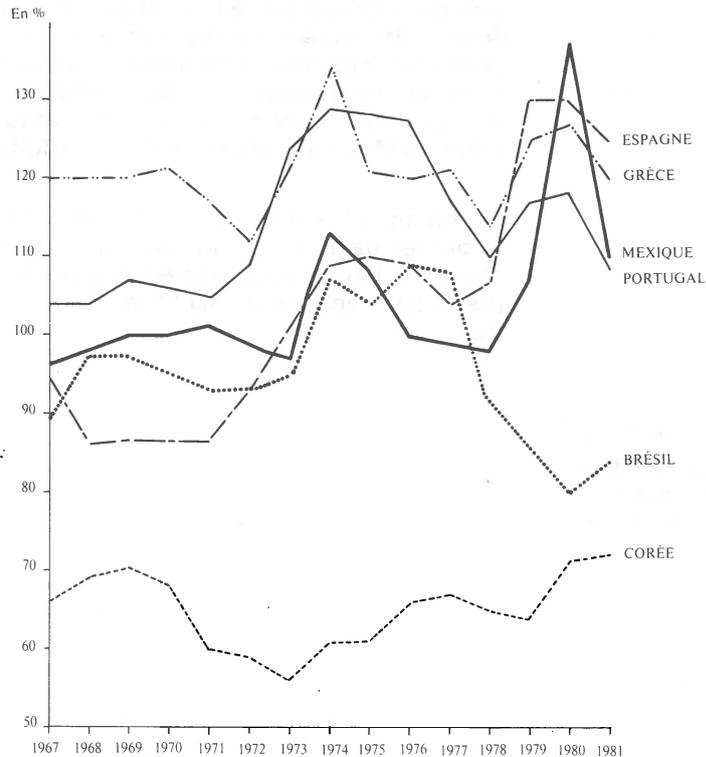
Les observations que l'on peut faire sur les degrés d'industrialisation sont confirmées par l'analyse de la part des pays dans les exportations mondiales de produits manufacturés (graphique B). La percée la plus significative est celle de la Corée, qui parvient à dépasser tous les autres pays étudiés, et elle est d'autant plus remarquable qu'elle s'accompagne du développement d'industries par substitution d'importations⁽⁵⁾. En revanche, la progression du Brésil se ralentit dans la seconde partie de la décennie, de même que celles de l'Espagne et de la Grèce, cependant que le Portugal et le Mexique régressent entre 1973 et 1977.

L'organisation industrielle et commerciale de ces pays, tout comme leur régulation macroéconomique, sont sans doute des facteurs essentiels pour expliquer ces différentes performances. Ici on voudrait mettre l'accent sur les niveaux de taux de change réel⁽⁶⁾ qui, compte tenu des systèmes de prix relatifs, définissent les niveaux de prix des branches manufacturières (graphique C). En l'occurrence, les évolutions observées vont à l'encontre du mythe de la « monnaie forte ».

(5) Voir étude citée dans le n° 10 de la revue du CEPII.

(6) Cf. G. Lafay, « Pour des taux de change de référence » (*Economie Prospective Internationale*, n° 17, 1^{er} trimestre 1984).

GRAPHIQUE C
Niveaux de prix
des produits manufacturés
 (Base 100 = moyenne des pays
 à économie de marché)*



Source : Calculs M. Costa (voir graphique A).

* Cette moyenne est calculée à partir d'un échantillon comportant les Etats-Unis, le Japon, la RFA, la France, le Royaume-Uni, l'Italie et les 6 pays semi-industrialisés étudiés ici. Cet échantillon représente plus de 80 % de la production manufacturière des pays à économie de marché.

Pendant toute la période considérée, la Corée a bénéficié d'une nette sous-évaluation de sa monnaie, qui lui a procuré un gain de compétitivité sur les prix des produits manufacturés. Ainsi a pu s'enclencher un processus favorable à l'industrialisation : prix relativement bas → gain de parts de marché → croissance plus rapide → gain de productivité → maintien de prix bas en dépit de la hausse des salaires. Pour l'Espagne, le Mexique et le Brésil, cet avantage a été beaucoup plus modeste à la fin des années soixante ; il a disparu au cours des années soixante-dix, et a même été remplacé par un handicap pour les deux premiers de ces pays à partir de 1979 (seul le Brésil a retrouvé alors une compétitivité-prix). Enfin, la Grèce et le Portugal ont été en permanence désavantagés par un taux de change sur-évalué en termes réels.

La divergence des nouveaux pays industriels, observée depuis le début des années quatre-vingts, a de fortes chances de se poursuivre au cours des prochaines années.

La Corée (et ceci est probablement vrai pour les autres NPI du Sud-Est asiatique) ne semble pas souffrir outre mesure des difficultés actuelles de l'économie mondiale. A fortiori, on peut estimer qu'elle pourrait maintenir sans difficulté son essor dans un scénario de recentrage de l'économie mondiale sur le Pacifique, en se plaçant dans le sillage nippo-américain.

Le Brésil et le Mexique, par contre, ne pourront certainement pas atteindre les rythmes de croissance qui ont été les leurs dans le passé, même si le scénario évoqué ci-dessus est susceptible de les favoriser, à la fois par l'assouplissement des contraintes financières et par les effets sur leur commerce extérieur, très fortement polarisé sur les Etats-Unis.

Espagne, Portugal et Grèce n'ont pu, à partir du premier choc pétrolier, retrouver le dynamisme de la période 1967-1973. Le risque, pour ces économies, de se laisser entraîner dans une situation de stagnation prolongée serait renforcé dans une configuration de l'économie mondiale où s'accroîtraient les tendances actuelles à la désindustrialisation des économies européennes plus développées, avec lesquelles ces pays ont tissé des liens très intenses de complémentarité. L'entrée dans le Marché commun ne pourra, par conséquent, leur être favorable que si l'ensemble de l'Europe trouve le chemin du redressement économique.

Rédaction :

Centre
 d'études prospectives
 et d'informations
 internationales,
 9, rue Georges-Pitard,
 75015 Paris.
 Tél. : 842-64-64

Rédacteur en chef :
 Gérard Lafay.

Edition :

La Documentation française.
 Abonnement d'un an
 (8 numéros) : 150 F.

Commande adressée à
 La Documentation française.
 124, rue Henri-Barbusse
 93308 Aubervilliers Cedex.

Règlement à réception
 de la facture.

Directeur
 de la publication :
 Yves Berthelot.

CPPP n° 1462 AD.
 Dépôt légal n° 1 375,
 3^e trimestre 1984.

Imp. Maugein - Tulle.

Imprimé en France.